



Extrait du UNSA Fonction publique

<http://www.unsa-fp.org/?Sous-consommation-du-budget-de-l-action-sociale-interministerielle-dommage>

Sous consommation du budget de l'action sociale interministérielle, dommage !

- Action sociale -



Date de mise en ligne : vendredi 18 décembre 2015

Copyright © UNSA Fonction publique - Tous droits réservés

La dernière réunion du CIAS de l'année a eu lieu le 17 décembre 2015.

Malgré nos alertes, l'UNSA-FP constate une sous consommation budgétaire du budget 2015 de l'action sociale interministérielle de plusieurs millions et le regrette.

Par contre l'UNSA-FP se félicite de l'ouverture de 2 groupes de travail qu'elle avait souhaités.

- L'un sur l'avenir des SRIAS pour les 3 prochaines années dans le cadre de la réorganisation territoriale de l'état et de la mise en place des 7 grandes régions. Des solutions doivent être trouvées pour permettre aux SRIAS de fonctionner durant l'année 2016 en terme de personnel. De plus, pour l'UNSA, il est important de maintenir une structure au plus près des agents. Ce groupe de travail aura lieu le 19 janvier 2016.
- L'autre sur une révision des barèmes utilisés pour le calcul des prestations d'action sociale interministérielle. Pour l'UNSA, cette révision doit permettre à plus d'agents de bénéficier de l'action sociale interministérielle (Chèques Vacances, CESU garde d'enfant, AIP aide à l'installation des personnels au moment de leur entrée dans la fonction publique, des Prestations Interministérielles (PIM) ...)

Le CIAS a été l'occasion de confirmer la sortie avant la fin de l'année de la nouvelle circulaire « restauration interministérielle », élément important pour faciliter la tâche des équipes qui gèrent les restaurants.

Une présentation des bilans de l'action sociale de chaque ministère a été faite. L'UNSA-FP constate de grosses différences tant sur les enveloppes budgétaires que sur les actions retenues. L'UNSA-FP souhaite que les ministères qui consacrent une faible part budgétaire à l'action sociale puissent l'augmenter car tous les agents doivent pouvoir en bénéficier